

LOI SUR LES PRÊTS AUX PETITES ENTREPRISES

Rapport annuel sur les activités de la période de
douze mois se terminant le 31 mars 1989



Diversification de l'économie
de l'Ouest Canada

Western Economic
Diversification Canada



Agence de
promotion économique
du Canada atlantique

Atlantic Canada
Opportunities
Agency

LOI SUR LES PRÊTS AUX PETITES ENTREPRISES

**Rapport annuel sur les activités de la période de 12 mois
se terminant le 31 mars 1989**

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1990
N° au cat. : C1-1/1990
ISBN 0-662-57287-4
PU 3330

Son Excellence le très honorable Ramon John Hnatyshyn, P.C., C.C., C.M.M., C.D.
Gouverneur général du Canada
Résidence du Gouverneur général
1, promenade Sussex
Ottawa (Ontario)
K1A 0A1

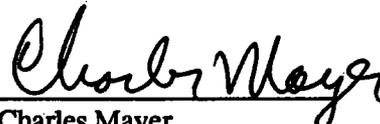
Votre Excellence,

Conformément aux dispositions de l'article 11 de la *Loi sur les prêts aux petites entreprises*, nous avons l'honneur de présenter à Votre Excellence le rapport sur l'application de cette loi pour la période de 12 mois se terminant le 31 mars 1989.

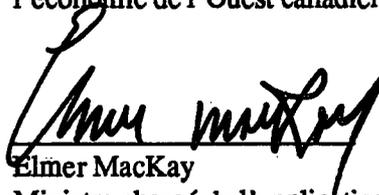
Nous vous prions d'agréer, Votre Excellence, nos respectueuses salutations.



Tom Hockin
Ministre d'État
Petites entreprises et Tourisme



Charles Mayer
Ministre de la Diversification de
l'économie de l'Ouest canadien



Elmer MacKay
Ministre chargé de l'application
de la *Loi sur l'Agence de promotion
économique du Canada atlantique*

Table des matières

Introduction	1
Historique	2
Les principales modifications	2
Les prêteurs autorisés	3
Les emprunteurs admissibles	4
Les motifs d'emprunt	5
Les résultats d'exploitation	6
Ensemble du Programme	6
Ouest canadien	7
Centre et nord du Canada	8
Canada atlantique	9
Dette éventuelle de l'État envers les prêteurs autorisés	10
Années d'activité des petites entreprises emprunteuses	11
Emploi dans les petites entreprises emprunteuses	11

Tableaux

1	Résumé des activités	12
2	Nombre de PAE consentis et moyenne de ces prêts par région	13
3	Sommaire des créances payées, recouvrements et droits	14
3a	Sommaire des créances payées, recouvrements et droits par région	15
4	PAE versés, remboursements effectués et solde impayé du capital	16
5	PAE par type d'établissement de prêts et par province	17
5a	PAE - Banques à charte par province	18
5b	PAE - <i>Credit unions</i> , caisses populaires et sociétés coopératives de crédit par province	20
5c	PAE - Sociétés de fiducie, compagnies d'assurances et sociétés de prêt par province	21
6	PAE par type d'entreprise commerciale et par province	22
7	Prêts concernant l'outillage mobile par type d'entreprise commerciale et par province	23
8	Prêts concernant l'outillage fixe par type d'entreprise commerciale et par province	24
9	Prêts consentis pour l'amélioration des locaux par type d'entreprise commerciale et par province	25
9a	Prêts consentis pour financer la construction de locaux par type d'entreprise commerciale et par province	26
9b	Prêts consentis pour l'achat de locaux par type d'entreprise commerciale et par province	27
10	Prêts consentis pour l'achat de terrains par type d'entreprise commerciale et par province	28

Graphiques

1	Activités passées concernant les prêts — Montant des prêts	1
2	Modifications affectant le montant maximum du solde à rembourser	2
3	Modifications affectant le montant du revenu annuel brut estimatif	3
4	Répartition des prêts selon les types d'entreprises	4
5	Répartition des prêts par catégorie	5
6	Activités passées concernant les prêts — Nombre de prêts	6
7	Répartition des prêts par région — Total : 17 726	7
8	Répartition des prêts par région — Montant total : 682 746 880 \$	8
9	Nombre et valeur des prêts	9

Introduction

Le présent rapport annuel sur les activités reliées à la *Loi sur les prêts aux petites entreprises* est présenté par trois ministres pour les raisons suivantes :

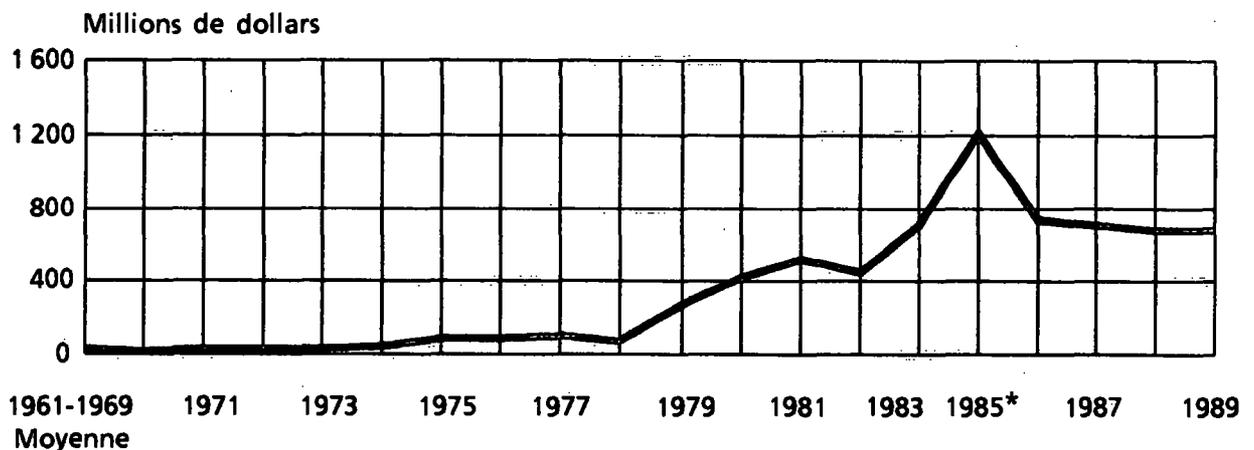
1. Le 5 juin 1987, le Ministre responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique était nommé Ministre chargé de l'application de la Loi pour les petites entreprises installées en Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick, à l'Île-du-Prince-Édouard et à Terre-Neuve. Dans le présent rapport, les termes « Canada atlantique » et « ATL » désignent la région constituée par ces quatre provinces.

2. Le 4 août 1987, le Ministre responsable de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien a été nommé Ministre chargé de l'application de la Loi pour les petites entreprises installées au Manitoba, en Saskatchewan, en Alberta et en Colombie-Britannique. Dans le présent rapport, les termes « Ouest canadien » et « OUEST » désignent la région constituée par ces quatre provinces.

3. Le Ministre d'Industrie, Sciences et Technologie Canada (ISTC) demeure le Ministre chargé de l'application de la Loi pour les petites entreprises installées en Ontario, au Québec ainsi que dans les Territoires du Nord-Ouest et au Yukon. Il demeure également le Ministre chargé de l'application de tous les autres aspects de la Loi. Depuis 1977, le Ministre d'ISTC délègue ses responsabilités à l'égard de la Loi au ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme). Dans le présent rapport, le terme « Centre et nord du Canada » ou encore « Centre » désigne les deux provinces et les deux territoires susmentionnés.

Graphique 1

Activités passées concernant les prêts — Ensemble du Programme
Montant des prêts



Source : Banque de données sur la *Loi sur les prêts aux petites entreprises*.

*Périodes de 15 mois allant du 1^{er} janvier 1984 au 31 mars 1985, par la suite période de 12 mois se terminant le 31 mars.

Historique

Cette loi, en vigueur depuis janvier 1961, vise à accroître la disponibilité des prêts ayant pour objet l'établissement, l'agrandissement, la modernisation et l'amélioration des petites entreprises commerciales.

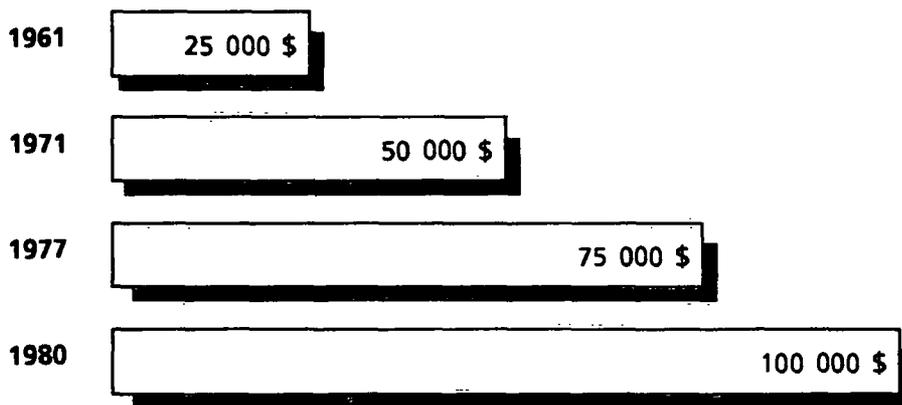
En vertu de la Loi, le Ministre est tenu de payer à un prêteur autorisé 85 p. 100 de toute perte qu'a subie le prêteur par suite d'un prêt destiné à l'amélioration d'entreprises si ce prêt a été contracté après le 31 mars 1985, et ce, à condition que le prêteur ait prouvé qu'il avait besoin d'être dédommagé de ces prêts et que les dispositions de la Loi aient été respectées. Les principales exigences portent sur l'admissibilité de l'emprunteur en tant que petite entreprise désignée, les motifs admissibles justifiant l'attribution d'un prêt, le montant maximum du solde à rembourser par tout emprunteur à quelque moment que ce soit, la période de remboursement maximum, le taux d'intérêt maximum pouvant être perçu de l'emprunteur et les garanties minima à prendre.

Les principales modifications

Depuis 1961, plusieurs modifications ont été apportées à la Loi, dont voici les plus importantes :

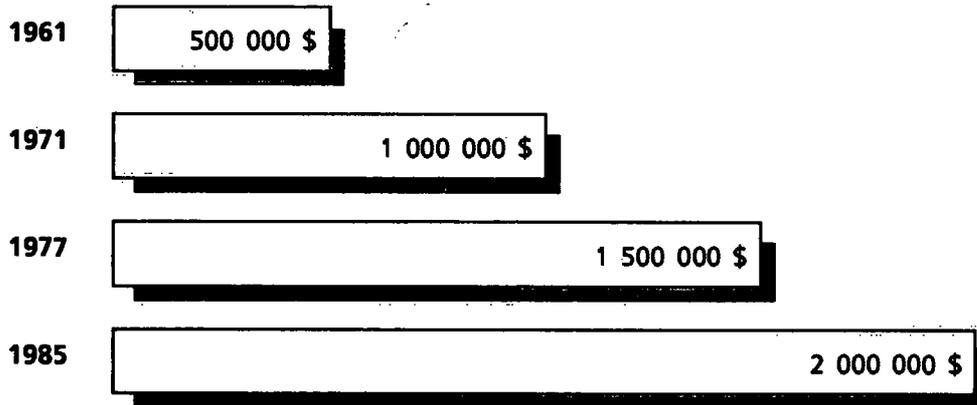
1. Les modifications affectant le montant maximum du solde à rembourser par tout emprunteur à quelque moment que ce soit :

Graphique 2



2. Les modifications affectant le montant du revenu annuel brut estimatif de façon à définir une petite entreprise commerciale désignée :

Graphique 3



3. En février 1978, la formule utilisée pour établir le taux d'intérêt maximum pouvant être perçu par le prêteur a été modifiée; ainsi, d'un taux fixe déterminé semestriellement, le taux d'intérêt maximum suit désormais le taux préférentiel des banques à charte plus 1 p. 100, et fluctue en fonction de ce taux pour la durée du prêt.

4. Depuis avril 1985, les prêteurs doivent payer un droit initial de 1 p. 100 au gouvernement et au moment où le prêt est consenti et, en vertu d'une nouvelle méthode de partage des pertes, les pertes sont partagées entre le gouvernement et les prêteurs dans une proportion de 85:15 plutôt que d'être entièrement payées par le gouvernement.

5. A compter du 2 novembre 1987, la définition « entreprise commerciale » a été élargie et comprend dorénavant les entreprises de pêche. De plus, les caisses populaires, les *credit unions* et autres sociétés coopératives de crédit ont été autorisées à fixer et à réviser le taux d'intérêt d'un prêt consenti aux termes de la Loi selon une méthode similaire à celle des banques à charte et des succursales du Trésor de l'Alberta.

Les prêteurs autorisés

Depuis la promulgation de la Loi en 1961, toutes les banques dotées d'une charte en vertu de la *Loi sur les banques* sont, de ce fait, désignées comme établissements de crédit. Par suite des changements effectués en mars 1970, les dispositions de la Loi ont été élargies pour englober les *credit unions*, les caisses populaires et toutes les autres sociétés coopératives de crédit ainsi que les sociétés de fiducie, les compagnies d'assurances et de prêt qui, sur demande, sont désignées par le Ministre comme banque aux termes de la Loi. En 1974, les succursales du Trésor de l'Alberta ont également été comprises dans cette catégorie.

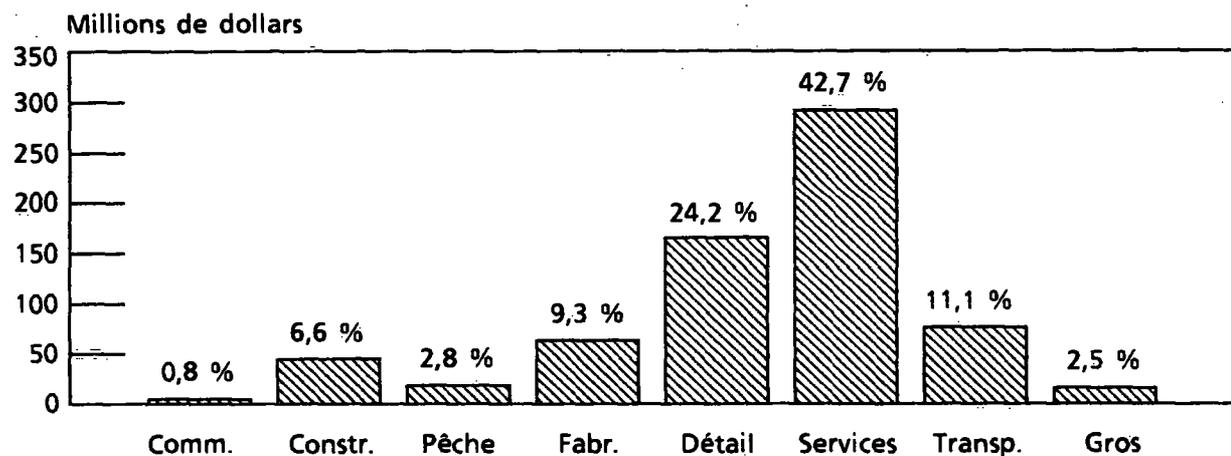
Les tableaux 5, 5a, 5b, et 5c présentent la liste des prêteurs qui ont consenti chacun plus de 1 000 000 \$ en prêts en vertu de la Loi, et ce, pendant l'année à l'étude.

Les emprunteurs admissibles

Toute entreprise à but lucratif en activité au Canada dans un des secteurs suivants, tel que défini dans les *Règlements sur les prêts aux petites entreprises*, a le droit d'emprunter aux termes de la Loi, à condition que son revenu brut estimatif ne dépasse pas 2 000 000 \$ au cours de l'année où la demande est faite, soit :

- le commerce de détail (Détail)
- le commerce de gros (Gros)
- les entreprises de construction (Constr.)
- les entreprises de services (Services)
- la fabrication (Fabr.)
- la pêche (Pêche)
- les communications (Comm.)
- les transports (Transp.)

Graphique 4 *Répartition des prêts selon les types d'entreprises — Ensemble du Programme
Du 1^{er} avril 1988 au 31 mars 1989*



Source : Banque de données sur la *Loi sur les prêts aux petites entreprises* (consulter le tableau 6, p. 22).

Les motifs d'emprunt

Les prêts peuvent être consentis par un prêteur autorisé pour les motifs suivants :

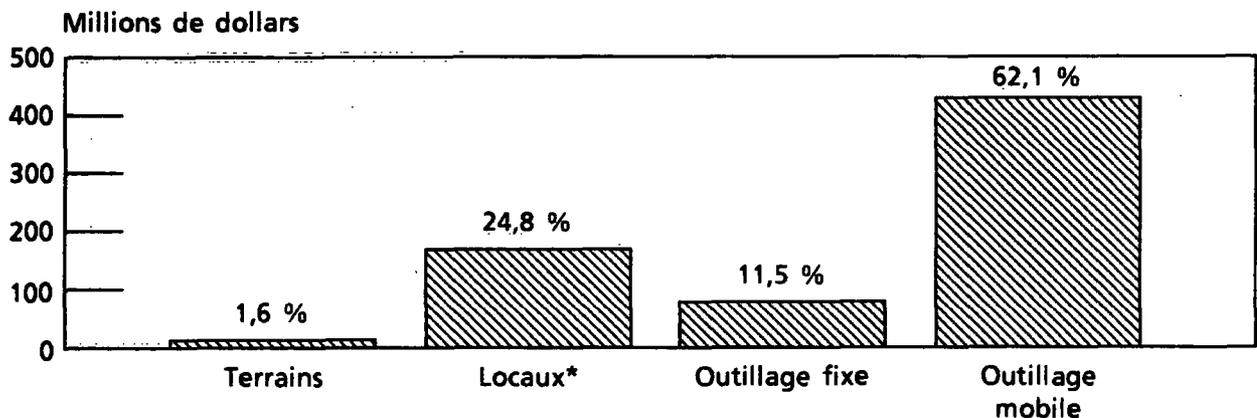
- Prêts sur les terrains
 - l'achat des terrains nécessaires à l'exploitation d'une petite entreprise commerciale;
- Prêts sur les locaux
 - la rénovation, l'amélioration, la modernisation ou l'agrandissement de locaux, la construction ou l'achat de locaux;
- Prêts sur l'outillage fixe
 - l'achat, l'installation, la rénovation, l'amélioration ou la modernisation d'outillage d'un genre généralement assujéti à un bien immeuble ou réel;
- Prêts sur l'outillage mobile
 - l'achat, la rénovation, l'amélioration ou la modernisation d'outillage d'un genre généralement non assujéti à un bien immeuble ou réel.

Des prêts ne peuvent être obtenus pour le financement des stocks, l'accroissement du fonds de roulement ou le refinancement des dettes.

Les prêts destinés à l'amélioration d'entreprises peuvent servir à financer jusqu'à 90 p. 100 des coûts des terrains et des locaux et jusqu'à 80 p. 100 des coûts de l'outillage.

Graphique 5

**Répartition des prêts par catégorie — Ensemble du Programme
Du 1^{er} avril 1988 au 31 mars 1989**



Source : Banque de données sur la Loi sur les prêts aux petites entreprises (consulter les tableaux 7-10, p. 23-28).

*Aux fins de la Loi, les locaux à l'exclusion des terrains.

Les résultats d'exploitation

Ensemble du Programme

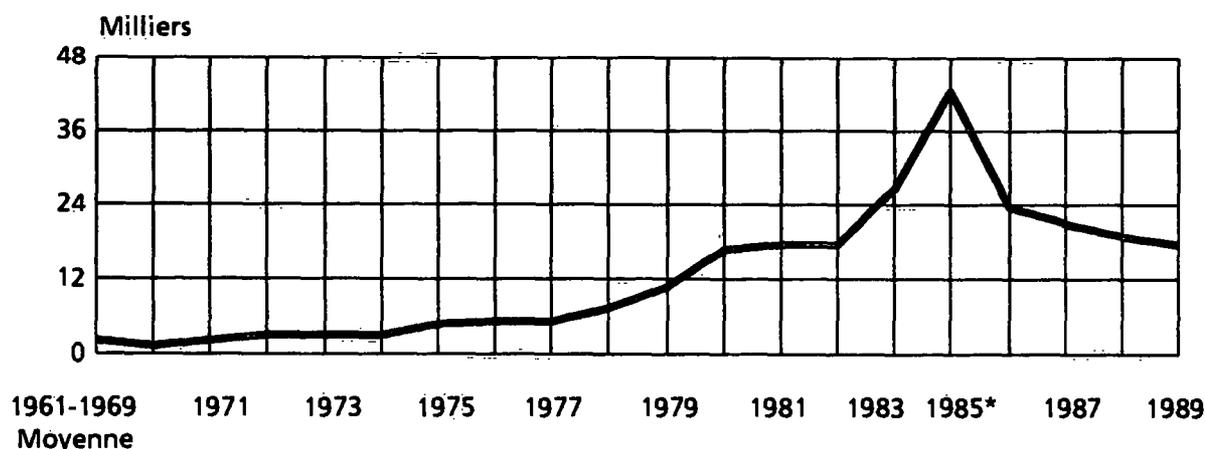
Pendant les 12 mois à l'étude, 17 726 prêts destinés à l'amélioration d'entreprises ont été attribués, représentant un total de 682 746 880 \$. La moyenne des prêts consentis s'est accrue, passant de 36 672 à 38 516 \$ pendant la période de 12 mois se terminant le 31 mars 1989.

De la valeur financière des prêts consentis pendant la période à l'étude, 78 200 000 \$ ou 11,5 p. 100, ont servi à financer l'achat, l'installation, la rénovation, l'amélioration et la modernisation d'outillage fixe; 424 100 000 \$ ou 62,1 p. 100, ont servi à financer l'achat, la rénovation, l'amélioration et la modernisation d'outillage mobile; 169 300 000 \$ ou 24,8 p. 100, ont servi à financer la rénovation, l'amélioration, la modernisation, l'agrandissement, la construction et l'achat de locaux (à l'exclusion des terrains), tandis que 11 100 000 \$ ou 1,6 p. 100, ont servi à financer l'achat de terrains.

Comme par les années passées, les entreprises de services ont profité davantage que les autres des facilités d'emprunt aux termes de la Loi et, pour la période de 12 mois à l'étude, ont reçu 291 700 000 \$ ou 42,7 p. 100; du total des prêts. Viennent ensuite les établissements de vente au détail, avec 165 100 000 \$ ou 24,2 p. 100; le secteur des transports, avec 75 700 000 \$ ou 11,1 p. 100; les entreprises de fabrication, avec 63 700 000 \$ ou 9,3 p. 100; les entreprises de construction, avec 45 000 000 \$ ou 6,6 p. 100; les établissements de vente en gros, avec 16 800 000 \$ ou 2,5 p. 100; la pêche avec 19 100 000 \$ ou 2,8 p. 100; et le secteur des communications, avec 5 700 000 \$ ou 0,8 p. 100.

Graphique 6

Activités passées concernant les prêts — Ensemble du Programme
Nombre de prêts



Source : Banque de données sur la Loi sur les prêts aux petites entreprises.

*Périodes de 15 mois allant du 1^{er} janvier 1984 au 31 mars 1985, par la suite période de 12 mois se terminant le 31 mars.

Depuis la création du Programme en 1961 jusqu'au 31 mars 1989, 268 100 prêts destinés à l'amélioration d'entreprises, représentant la somme de 7 187 760 792 \$, ont été consentis. Au cours de cette même période, des paiements ont été versés aux prêteurs, aux termes des dispositions de garanties de la Loi, en réponse à 11 080 réclamations évaluées à 240 058 973 \$. Au 31 mars 1989, le coût net des réclamations payées aux prêteurs passait à 206 847 192 \$, à la suite de 5 411 307 \$ perçus depuis le début du Programme au titre des créances subrogées et d'un montant de droits totalisant 27 800 474 \$ perçus au chapitre des prêts destinés à l'amélioration d'entreprises qui ont été inscrites depuis le 1^{er} avril 1985.

Ouest canadien — Manitoba, Saskatchewan, Alberta et Colombie-Britannique

Sur l'ensemble des prêts consentis dans le cadre du Programme, 5 359 prêts destinés à l'amélioration d'entreprises représentant 185 812 253 \$ ont été attribués dans l'Ouest du Canada au cours des 12 mois qui se sont terminés le 31 mars 1989. La moyenne des prêts consentis s'est accrue, passant à 34 672 \$ comparativement à 32 720 \$ pour l'exercice financier précédent.

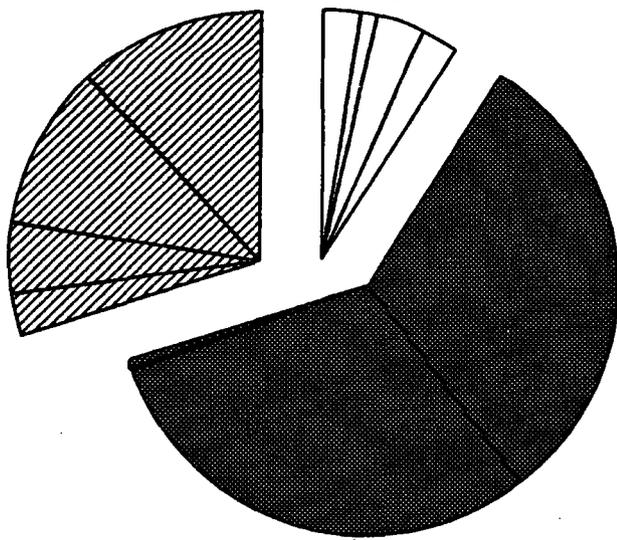
Sur les 185 800 000 \$ prêtés pendant la période à l'étude, 11 000 000 \$ ou 5,9 p. 100, ont servi à financer de l'outillage fixe; 136 200 000 \$ ou 73,3 p. 100, ont servi à financer de l'outillage mobile; 34 400 000 \$ ou 18,5 p. 100, ont servi à financer des locaux (à l'exclusion des terrains); et 4 200 000 \$ ou 2,3 p. 100, ont servi à financer l'achat de terrains.

Si l'on compare le montant des emprunts effectués par les diverses catégories d'entreprises commerciales, ce sont les entreprises de services qui arrivent au premier rang, puisqu'elles ont emprunté 80 100 000 \$ ou 43,1 p. 100 du total. Viennent ensuite les établissements de vente au détail, avec 34 000 000 \$ ou 18,3 p. 100; le secteur des transports, avec 32 600 000 \$ ou 17,5 p. 100; les entreprises de construction, avec 14 400 000 \$ ou 7,7 p. 100; les entreprises de fabrication, avec 10 100 000 \$ ou 5,5 p. 100; les établissements de vente en gros, avec 3 700 000 \$ ou 2 p. 100; le secteur des pêches, avec 9 400 000 \$ ou 5,1 p. 100; et le secteur des communications, avec 1 500 000 \$ ou 0,8 p. 100.

Graphique 7

Répartition des prêts par région — Total : 17 726

Ouest canadien		
C.-B.	2 150	12,1 %
ALB.	1 897	10,7 %
SASK.	816	4,6 %
MAN.	496	2,8 %
Total	5 359	30,2 %



Canada atlantique		
T.-N.	416	2,4 %
I.-P.-É.	209	1,2 %
N.-É.	517	2,9 %
N.-B.	442	2,5 %
Total	1 584	9 %

Centre et nord du Canada		
QC	5 385	30,4 %
ONT.	5 325	30 %
YUK.	26	0,1 %
T. N.-O.	47	0,3 %
Total	10 783	60,8 %

Source : Banque de données sur la Loi sur les prêts aux petites entreprises.

Centre et nord du Canada — Québec, Ontario, Territoires du Nord-Ouest et Yukon

Sur l'ensemble des prêts consentis dans le cadre du Programme, 10 783 prêts destinés à l'amélioration d'entreprises représentant 443 264 369 \$ ont été attribués dans le centre et le nord du Canada au cours des 12 mois qui se sont terminés le 31 mars 1989. La moyenne des prêts consentis s'est accrue, passant à 41 108 \$ comparativement à 38 901 \$ pour l'exercice financier précédent.

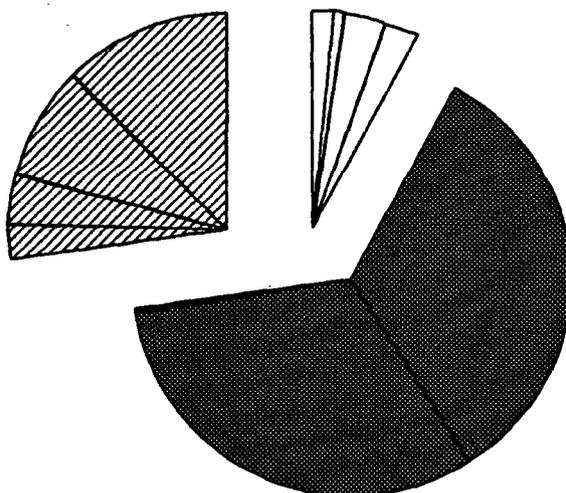
Sur les 443 300 000 \$ prêtés pendant la période à l'étude, 64 800 000 \$ ou 14,6 p. 100, ont servi à financer de l'outillage fixe; 250 300 000 \$ ou 56,5 p. 100, ont servi à financer de l'outillage mobile; 122 200 000 \$ ou 27,5 p. 100, ont servi à financer des locaux (à l'exclusion des terrains); et 6 000 000 \$ ou 1,4 p. 100, ont servi à financer l'achat de terrains.

Si l'on compare le montant des emprunts effectués par les diverses catégories d'entreprises, ce sont les entreprises de services qui arrivent au premier rang, puisqu'elles ont emprunté 196 300 000 \$ ou 44,3 p. 100 du total. Viennent ensuite les établissements de vente au détail, avec 121 200 000 \$ ou 27,3 p. 100; les entreprises de fabrication, avec 49 700 000 \$ ou 11,2 p. 100; le secteur des transports, avec 33 700 000 \$ ou 7,6 p. 100; les entreprises de construction, avec 25 800 000 \$ ou 5,8 p. 100; les établissements de vente en gros, avec 11 700 000 \$ ou 2,6 p. 100; le secteur des communications, avec 4 200 000 \$ ou 1 p. 100; et le secteur des pêches, avec 700 000 \$ ou 0,2 p. 100.

Graphique 8

Répartition des prêts par région — Montant total : 682 746 880 \$

Ouest canadien		
C.-B.	84\$	12,3 %
ALB.	58,5\$	8,6 %
SASK.	25,7\$	3,8 %
MAN.	17,6\$	2,5 %
Total	185,8\$	27,2 %



Canada atlantique		
T.-N.	11,5\$	1,7 %
I.-P.-É.	5,4\$	0,8 %
N.-É.	19,6\$	2,9 %
N.-B.	17,2\$	2,5 %
Total	53,7\$	7,9 %

Centre et nord du Canada		
QC	215,5\$	31,5 %
ONT.	225,2\$	33 %
YUK.	0,9\$	0,1 %
T. N.-O.	1,6\$	0,3 %
Total	443,2\$	64,9 %

Source : Banque de données sur la Loi sur les prêts aux petites entreprises.

Canada atlantique — Terre-Neuve, Île-du-Prince-Édouard, Nouvelle-Écosse et Nouveau-Brunswick

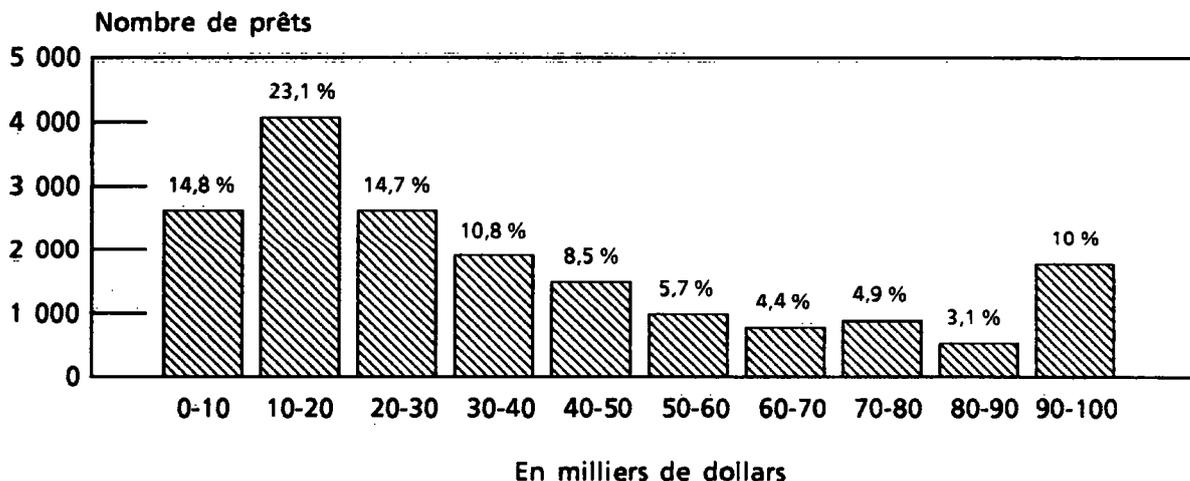
Sur l'ensemble des prêts consentis dans le cadre du Programme, 1 584 prêts destinés à l'amélioration d'entreprises représentant 53 670 258 \$ ont été attribués dans le Canada atlantique au cours des 12 mois qui se sont terminés le 31 mars 1989. Le nombre des prêts a donc augmenté de 42 ou de 2,2 p. 100 par rapport à la période de 12 mois précédente. La moyenne des prêts consentis au cours des 12 mois terminés le 31 mars 1989 a diminué, passant à 33 883 \$ comparativement à 35 522 \$ pour l'exercice financier précédent.

Sur les 53 700 000 \$ prêtés pendant la période à l'étude, 2 400 000 \$ ou 4,5 p. 100, ont servi à financer de l'outillage fixe; 37 600 000 \$ ou 70,1 p. 100, ont servi à financer de l'outillage mobile; 12 800 000 \$ ou 23,8 p. 100, ont servi à financer des locaux (à l'exclusion des terrains); et 900 000 \$ ou 1,6 p. 100, ont servi à financer l'achat de terrains.

Si l'on compare le montant des emprunts effectués par les diverses catégories d'entreprises commerciales, ce sont les entreprises de services qui arrivent au premier rang, puisqu'elles ont emprunté 15 300 000 \$ ou 28,5 p. 100 du total. Viennent ensuite le secteur des transports, avec 9 400 000 \$ ou 17,6 p. 100; les établissements de vente au détail, avec 9 900 000 \$ ou 18,4 p. 100; les entreprises de construction, avec 4 800 000 \$ ou 8,9 p. 100; les entreprises de fabrication, avec 3 800 000 \$ ou 7,1 p. 100; le secteur des pêches, avec 9 000 000 \$ ou 16,8 p. 100; les établissements de vente en gros, avec 1 400 000 \$ ou 2,6 p. 100; et le secteur des communications, avec 64 000 \$ ou 0,1 p. 100.

Graphique 9

**Nombre et valeur des prêts — Ensemble du Programme
Du 1^{er} avril 1988 au 31 mars 1989**



Source : Banque de données sur la Loi sur les prêts aux petites entreprises.

Dette éventuelle de l'État envers les prêteurs autorisés

D'après la Loi, dès qu'un prêteur autorisé déclare les prêts destinés à l'amélioration d'entreprises qu'il a consentis au cours d'une période légale de prêts, l'État devient immédiatement tenu de rembourser éventuellement audit prêteur les pertes subies sur ces prêts, et ce, jusqu'à concurrence des proportions suivantes :

- a) 90 p. 100 de la première tranche de 125 000 \$ des prêts effectués et déclarés par le prêteur autorisé;
- b) 50 p. 100 de la deuxième tranche de 125 000 \$ des prêts effectués et déclarés par le prêteur autorisé;
- c) 10 p. 100 de tous les prêts ultérieurs, effectués et déclarés par le prêteur autorisé.

La dette éventuelle de l'État envers chaque prêteur autorisé et par période de prêts est réduite grâce au remboursement des prêts par les emprunteurs et au remboursement des pertes sur prêts par l'État. Puisqu'il n'existe plus de dette éventuelle de l'État pour les prêts consentis avant le 1^{er} juillet 1974, ces prêts n'indiquent aucun solde impayé.

A l'égard des 6 882 270 911 \$ de prêts consentis et déclarés depuis le 1^{er} juillet 1974 par tous les prêteurs autorisés, la dette éventuelle brute de l'État, au 31 mars 1989, s'élevait à 885 901 684 \$ ou 12,87 p. 100 du nombre de prêts déclarés.

Le remboursement par les emprunteurs de 5 113 159 874 \$ et le remboursement par l'État de 237 394 757 \$, soit 3,45 p. 100 du montant des prêts déclarés, ont réduit à 1 531 714 780 \$ le total des prêts non remboursés figurant dans les livres comptables de tous les prêteurs autorisés, comme il est indiqué au tableau 4. Certains de ces prêts entraîneront probablement d'autres pertes dans les années à venir, pertes qui s'ajouteront aux 237 396 757 \$ déjà remboursés aux prêteurs.

Le remboursement des prêts et le remboursement des pertes ont continué à réduire la dette éventuelle nette de l'État à 523 227 774 \$, soit 7,6 p.100 du montant des prêts déclarés, en date du 31 mars 1989.

Une comparaison du taux relativement faible de remboursement de pertes par l'État et des investissements industriels importants, qui dépassent actuellement 800 000 000 \$ par an, fait ressortir l'effet de levier considérable du Programme.

Dans la mesure où un prêteur autorisé mérite un dédommagement suffisant à la suite de prêts consentis et déclarés aux termes du Programme, l'État rembourse 100 p. 100 des pertes subies par le prêteur sur tout prêt effectué avant le 1^{er} avril 1985 et 85 p. 100 des pertes sur tout prêt effectué après le 31 mars 1985.

Années d'activité des petites entreprises emprunteuses

Depuis le 2 novembre 1987, les prêteurs sont tenus d'indiquer le nombre d'années d'activité d'une entreprise ayant bénéficié d'un prêt destiné à son amélioration et consenti en vertu de la Loi. Par conséquent, les statistiques présentées dans les pages suivantes pour l'année financière 1987-1988 visent seulement à la période allant du 2 novembre 1987 au 31 mars 1988.

Année financière	Années d'activité de l'entreprise				Sous-total	Plus de 3 ans	Total
	Démarrage	1 ^{re} année	2 ^e année	3 ^e année			
1987-1988	2 911 38,5 %	567 7,5 %	567 7,5 %	492 6,5 %	4 537 60 %	3 027 40 %	7 564 100 %
1988-1989	6 987 39,4 %	1 227 6,9 %	1 424 8 %	1 107 6,3 %	10 745 60,6 %	6 981 39,4 %	17 726 100 %

Cela prouve que les entreprises en phase de démarrage, dont on ne connaît pas le rendement sur les plans de la rentabilité et de la gestion, et les entreprises à l'étape de la formation sont les bénéficiaires de la majorité des prêts consentis aux termes de la Loi.

Emploi dans les petites entreprises emprunteuses

Dorénavant, les statistiques sur l'emploi sont également fournies par les prêteurs pour les prêts qu'ils ont consentis aux termes de la Loi. Les 17 726 petites entreprises qui ont contracté des emprunts au cours de l'année financière 1988-1989 comptaient, réunies, 83 532 employés lorsqu'elles ont sollicité les prêts qu'elles ont ensuite obtenus aux termes de la Loi. Ce chiffre représente une moyenne de 4,7 personnes par petite entreprise ayant reçu une aide financière.

Pour toute question concernant le rapport annuel ou un aspect quelconque du Programme, s'adresser à :

Administration des prêts aux petites entreprises
 Industrie, Sciences et Technologie Canada
 235, rue Queen
 OTTAWA (Ont.)
 K1A 0H5

Tableau 1

Résumé des activités - Ensemble du Programme

Période	Prêts consentis à l'amélioration d'entreprises (PAE)		Moyenne des PAE \$	Créances payées	
	Nombre	Montant \$		Nombre	Montant \$
12 mois terminés le 31 déc.					
1961 - 1969	20 865	195 424 436	9 366	142	873 289
1970	1 367	13 772 340	10 075	27	148 649
1971	2 138	22 361 763	10 459	20	71 329
1972	2 860	28 453 509	9 949	21	125 955
1973	3 149	32 068 566	10 184	17	112 178
1974	2 947	37 241 269	12 637	37	239 175
1975	4 835	82 003 157	16 960	35	237 093
1976	5 106	91 893 663	17 997	42	231 896
1977	5 000	99 586 016	19 917	72	632 794
1978	7 319	176 711 904	24 144	122	1 380 584
1979	10 818	268 715 323	24 840	152	1 788 619
1980	16 828	421 346 123	25 038	242	3 825 688
1981	17 543	522 458 588	29 782	390	6 761 102
1982	17 376	450 802 248	25 944	561	11 705 508
1983	26 493	713 248 686	26 922	998	22 283 733
3 mois terminés le 31 mars					
1984	7 590	210 895 467	27 786	368	10 724 817
12 mois terminés le 31 mars					
1985	34 745	1 006 328 078	28 963	1 533	29 079 005
1986	23 587	737 331 100	31 260	1 884	44 429 322
1987	21 143	709 876 121	33 574	1 524	37 066 765
1988	18 665	684 495 555	36 672	1 457	35 052 253
1989	17 726	682 746 880	38 516	1 436	32 345 578
Total	268 100	7 187 760 792	34 694	11 080	239 115 332

Nota : (1) Les données sur les « prêts consentis » et la « moyenne des prêts » pour la période de 12 mois se terminant le 31 mars 1986 et antérieurement peuvent différer de celles qui figèrent dans les rapports annuels précédents, en raison de l'enregistrement tardif des PAE de la part des prêteurs.

(2) Après l'année civile se terminant le 31 décembre 1983, la période à l'étude a été modifiée pour coïncider avec la fin de l'année financière du gouvernement, le 31 mars.

Tableau 2

Nombre de PAE consentis et moyenne de ces prêts par région

Période - 12 mois terminés le 31 mars	PAE consentis								Moyenne des PAE \$
	Canada Atlantique*		Ouest canadien**		Centre et nord du Canada***		Total		
	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	
1 ^{er} avril 1987 -- 4 juin 1987	290	10 123 022	-	-	-	-	-	-	
5 juin 1987 -- 31 mars 1988	1 252	44 631 548	-	-	-	-	-	-	
Total, Canada Atlantique	1 542	54 754 570	-	-	-	-	1 542	54 754 570	35 508
1 ^{er} avril 1987 -- 3 août 1987	-	-	2 202	69 848 268	-	-	-	-	
4 août 1987 -- 31 mars 1988	-	-	3 659	121 741 063	-	-	-	-	
Total, Ouest canadien	-	-	5 861	191 589 331	-	-	5 861	191 589 331	32 688
1 ^{er} avril 1987 -- 31 mars 1988	-	-	-	-	11 262	438 151 654	-	-	
Total, centre et nord du Canada	-	-	-	-	11 262	438 151 654	11 262	438 151 654	38 905
Total 1988	1 542	54 754 570	5 861	191 589 331	11 262	438 151 654	18 665	684 495 555	36 672
Période de 12 mois se terminant au 31 mars 1989	1 584	53 670 258	5 359	185 812 253	10 783	443 264 369	17 726	682 746 880	38 516

* Aux fins de la présente Loi, l'Agence de promotion économique du Canada atlantique englobe, depuis le 5 juin 1987, les petites entreprises commerciales qui sont situées dans les provinces du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse, de l'Île-du-Prince-Édouard et de Terre-Neuve (le Canada atlantique).

** Aux fins de la présente Loi, le ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien englobe, depuis le 4 août 1987, les petites entreprises commerciales qui sont situées dans les provinces de la Colombie-Britannique, de l'Alberta, de la Saskatchewan et du Manitoba (l'Ouest canadien).

*** Aux fins de la présente Loi, Industrie, Sciences et Technologie Canada (ISTC) s'occupait des dossiers des petites entreprises commerciales de toutes les régions du Canada jusqu'au 5 juin 1987, date à laquelle était établie l'Agence de promotion économique du Canada atlantique chargée de s'occuper des dossiers des quatre provinces du Canada atlantique.

Par la suite, ISTC continuait d'assumer la responsabilité des dossiers des petites entreprises partout ailleurs au Canada jusqu'à l'établissement du ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien chargé de s'occuper des dossiers des quatre provinces de l'Ouest canadien le 4 août 1987.

Depuis cette date, ISTC continue d'assumer la responsabilité des dossiers des petites entreprises situées en Ontario, au Québec, ainsi que dans les Territoires du Nord-Ouest et au Yukon (Centre et nord du Canada).

Tableau 3

Sommaire des créances payées, recouvrements et droits

Période	Créances payées			Recouvrements de créances des années antérieures \$	Créances payées moins tous les recouvrements \$	Recette des droits de 1 p. 100 \$	Créances payées moins les recouvrements et les droits \$	
	Nombre	Montant brut \$	Recouv- rements \$					Montant net \$
12 mois terminés le 31 déc.								
1961 - 1969	142	873 289	-	873 289	(2 386)	870 903	-	870 903
1970	27	148 649	-	148 649	(16 789)	131 860	-	131 860
1971	20	71 329	-	71 329	(4 829)	66 500	-	66 500
1972	21	125 955	-	125 955	(13 028)	112 927	-	112 927
1973	17	112 178	-	112 178	(13 379)	98 799	-	98 799
1974	37	239 175	-	239 175	(8 615)	230 560	-	230 560
1975	35	237 093	-	237 093	(4 323)	232 770	-	232 770
1976	42	231 896	-	231 896	(17 051)	214 845	-	214 845
1977	72	632 794	-	632 794	(7 287)	625 507	-	625 507
1978	122	1 380 584	-	1 380 584	(13 808)	1 366 776	-	1 366 776
1979	152	1 788 619	-	1 788 619	(51 633)	1 736 986	-	1 736 986
1980	242	3 825 688	-	3 825 688	(62 036)	3 763 652	-	3 763 652
1981	390	6 761 102	-	6 761 102	(88 662)	6 672 440	-	6 672 440
1982	561	11 705 508	-	11 705 508	(63 385)	11 642 123	-	11 642 123
1983	998	22 283 733	-	22 283 733	(178 500)	22 105 233	-	22 105 233
3 mois terminés le 31 mars								
1984	368	10 724 817	-	10 724 817	(44 625)	10 680 192	-	10 680 192
12 mois terminés le 31 mars								
1985	1 533	29 079 005	-	29 079 005	(670 000)	28 409 005	-	28 409 005
1986	1 884	44 450 775	(21 453)	44 429 322	(592 178)	43 837 144	(7 101 331)	36 735 813
1987	1 524	37 331 898	(265 133)	37 066 765	(507 944)	36 558 821	(7 172 167)	29 386 654
1988	1 457	35 379 304	(327 051)	35 052 253	(1 102 547)	33 949 706	(6 639 065)	27 310 641
1989	1 436	32 675 582	(330 004)	32 345 578	(1 004 661)	31 340 917	(6 887 911)	24 453 006
Total	11 080	240 058 973	(943 641)	239 115 332*	(4 467 666)	234 647 666	(27 800 474)	206 847 192

*Correspond au montant du tableau 1.

Nota : La date d'inscription aux livres des créances payées, des recouvrements et des droits perçus coïncide avec la date à laquelle ces transactions ont été effectuées par le gouvernement.

La date d'inscription aux livres des prêts consentis (tableau 1) coïncide avec la date à laquelle ces prêts ont été consentis par un prêteur et non avec la date à laquelle le Ministre est avisé de ces prêts.

Tableau 3a

Sommaire des créances payées, recouvrements et droits par région

Période	Créances payées			Recouvrements de créances des années antérieures \$	Créances payées moins tous les recouvrements \$	Recette des droits de 1 p. 100 \$	Créances payées moins les recouvrements et les droits \$	
	Nombre	Montant brut \$	Recouvrements \$					Montant net \$
Agence de promotion économique du Canada atlantique (Canada atlantique)								
5 juin 1987 -- 31 mars 1988	60	1 298 531	(18 361)	1 280 170	(109 914)	1 170 256	(436 575)	733 681
1 ^{er} avril 1988 -- 31 mars 1989	87	1 833 754	(5 649)	1 828 105	(88 683)	1 739 422	(545 387)	1 194 035
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien (Ouest canadien)								
4 août 1987 -- 31 mars 1988	423	9 926 451	(118 644)	9 807 807	(277 933)	9 529 874	(1 186 102)	8 343 772
1 ^{er} avril 1988 -- 31 mars 1989	550	12 140 088	(182 759)	11 957 329	(523 203)	11 434 126	(1 880 522)	9 553 604
Industrie, Sciences et Technologie Canada (Centre et nord du Canada)*								
1 ^{er} avril 1987 -- 31 mars 1988	974	24 154 322	(190 046)	23 964 276	(714 700)	23 249 576	(5 016 388)	18 233 188
1 ^{er} avril 1988 -- 31 mars 1989	799	18 701 740	(141 596)	18 560 144	(392 775)	18 167 369	(4 462 002)	13 705 367
Total								
1 ^{er} avril 1987 -- 31 mars 1988	1 457	35 379 304	(327 051)	35 052 253**	(1 102 547)	33 949 706	(6 639 065)	27 310 641
1 ^{er} avril 1988 -- 31 mars 1989	1 436	32 675 582	(330 004)	32 345 578**	(1 004 661)	31 340 917	(6 887 911)	24 453 006

* Les résultats d'Industrie, Sciences et Technologie Canada, pour l'année financière 1987-1988, incluent les résultats du Canada atlantique et de l'Ouest canadien pour la période précédant la création de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique et du ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien.

** Correspond au montant du tableau 1.

Nota : La date d'inscription aux livres des créances payées, des recouvrements et des droits perçus coïncide avec la date à laquelle ces transactions ont été effectuées par le gouvernement. La date d'inscription aux livres des prêts consentis (tableau 1) coïncide avec la date à laquelle ces prêts ont été consentis par un prêteur et non avec la date à laquelle le Ministre est avisé de ces prêts.

Tableau 4

PAE versés, remboursements effectués et solde impayé du capital

Périodes	Prêts consentis \$	Remboursements* \$	Solde impayé du capital au 31 mars 1989** \$
Période 1 : 19 janvier 1961 -- 31 décembre 1963	74 549 220	74 549 220	-
Période 2 : 1 ^{er} janvier 1964 -- 31 décembre 1966	72 662 656	72 662 656	-
Période 3 : 1 ^{er} janvier 1967 -- 31 décembre 1969	48 212 560	48 212 560	-
Période 4 : 1 ^{er} janvier 1970 -- 30 juin 1971	23 140 841	23 140 841	-
Période 5 : 1 ^{er} juillet 1971 -- 30 juin 1974	86 924 604	86 924 604	-
Période 6 : 1 ^{er} juillet 1974 -- 30 juin 1977	241 446 183	241 387 219	58 964
Période 7 : 1 ^{er} juillet 1977 - 30 juin 1980	672 444 062	670 288 450	2 155 612
Période 8 : 1 ^{er} juillet 1980 -- 31 mars 1983	1 354 003 782	1 329 624 481	24 379 301
Période 9 : 1 ^{er} avril 1983 -- 31 mars 1985	1 799 927 228	1 655 475 823	144 451 405
Période 10 : 1 ^{er} avril 1985 -- 31 mars 1989	2 814 449 656	1 453 780 658	1 360 668 998
Total	7 187 760 792	5 656 046 512	1 531 714 280

* Inclut le montant du capital payé aux prêteurs en vertu de l'obligation du Ministre.

** Tel que déclaré par les prêteurs au moment d'aller sous presse.

Tableau 5

PAE par type d'établissement de prêts et par province
Du 1^{er} avril 1988 au 31 mars 1989

Province	Banque à charte en vertu de la Loi sur les banques		Crédit unions, caisses populaires et sociétés coopératives de crédit		Sociétés de fiducie, de prêt et d'assurances		Succursales du Trésor de l'Alberta		Total des prêts	
	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$
C.-B.	2 025	78 820 563	112	4 257 005	13	925 100	-	-	2 150	84 002 668
Alb.	1 799	54 677 338	8	147 160	5	173 929	85	3 506 305	1 897	58 504 732
Sask.	707	21 369 463	86	2 938 384	20	1 308 612	3	56 780	816	25 673 239
Man.	469	16 280 158	24	1 204 956	3	146 500	-	-	496	17 631 614
Ouest	5 000	171 147 522	230	8 547 505	41	2 554 141	88	3 563 085	5 359	185 812 253
Ont.	5 138	215 646 373	14	741 530	173	8 783 034	-	-	5 325	225 170 937
QC	2 803	121 405 783	2 521	90 337 595	61	3 800 535	-	-	5 385	215 543 913
T.-N.-O.	47	1 621 465	-	-	-	-	-	-	47	1 621 465
Yuk.	26	928 054	-	-	-	-	-	-	26	928 054
Centre	8 014	339 601 675	2 535	91 079 125	234	12 583 569	-	-	10 783	443 264 369
N.-B.	436	16 655 364	1	100 000	5	346 750	-	-	442	17 102 114
N.-É.	507	19 013 714	-	-	10	561 007	-	-	517	19 574 721
I.-P.-É.	208	5 392 988	-	-	1	51 000	-	-	209	5 443 988
T.-N.	416	11 549 435	-	-	-	-	-	-	416	11 549 435
Atlantique	1 567	52 611 501	1	100 000	16	958 757	-	-	1 584	53 670 258
Total	14 581	563 360 698	2 766	99 726 630	291	16 096 467	88	3 563 085	17 726	682 746 880

Tableau 5a

PAE - Banques à charte par province
Du 1^{er} avril 1988 au 31 mars 1989

Prêteur Province	Banques à charte ayant consenti 1 000 000 \$ ou plus de PAE											
	Banque Royale du Canada		Banque Canadienne Impériale de Commerce		Banque Toronto-Dominion		Banque de la Nouvelle-Écosse		Banque de Montréal		Banque Nationale du Canada	
	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$
C.-B.	451	19 164 238	487	17 855 793	357	11 836 856	210	9 270 290	483	19 137 346	-	-
Alb.	237	10 361 722	778	20 453 637	352	9 817 610	265	8 085 518	159	5 409 153	-	-
Sask.	230	7 261 446	231	6 522 133	68	2 008 917	113	2 962 060	64	2 551 907	-	-
Man.	96	4 260 483	232	7 007 328	41	1 617 863	73	2 533 330	27	861 154	-	-
Ouest	1 014	41 047 889	1 728	51 838 891	818	25 281 246	661	22 851 198	733	27 959 560	-	-
Ont.	1 449	69 049 830	1 183	49 336 936	1 219	47 529 917	715	26 761 963	550	21 646 009	11	646 092
QC	1 141	43 598 406	194	11 413 352	544	21 940 634	138	5 332 307	270	11 100 602	458	25 722 157
T. N.-O.	1	68 000	37	1 217 975	5	79 490	4	256 000	-	-	-	-
Yuk.	4	160 824	11	333 930	5	158 200	1	38 600	5	236 500	-	-
Centre	2 595	112 877 060	1 425	62 302 193	1 773	69 708 241	858	32 388 870	825	32 983 111	469	26 368 249
N.-B.	35	1 575 782	30	999 506	33	1 227 694	246	8 696 785	42	1 474 850	50	2 680 747
N.-É.	112	5 025 159	49	1 518 824	55	1 940 703	272	9 530 824	16	833 454	3	164 750
I.-P.-É.	14	474 038	100	2 376 628	7	168 300	76	2 015 022	7	267 300	4	91 700
T.-N.	25	1 157 745	9	168 330	-	-	334	8 528 848	47	1 632 496	1	62 016
Atlantique	186	8 232 724	188	5 063 288	95	3 336 697	928	28 771 479	112	4 208 100	58	2 999 213
Total	3 795	162 157 673	3 341	119 204 372	2 686	98 326 184	2 447	84 011 547	1 670	65 150 771	527	29 367 462

Tableau 5a (fin)

PAE - Banques à charte par province
Du 1^{er} avril 1988 au 31 mars 1989

Prêteur Province	Banques à charte ayant consenti 1 000 000 \$ ou plus de PAE				PAE consentis par toutes les autres banques à charte		Total des PAE consentis par l'ensemble des banques à charte	
	Banque Hongkong du Canada		Banque Laurentienne du Canada		Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$
	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$				
C.-B.	37	1 566 040	-	-	-	-	2 025	78 820 563
Alb.	6	354 698	-	-	2	195 000	1 799	54 677 338
Sask.	1	63 000	-	-	-	-	707	21 369 463
Man.	-	-	-	-	-	-	469	16 280 158
Ouest	44	1 973 738	-	-	2	195 000	5 000	171 147 522
Ont.	-	-	1	70 000	10	605 626	5 138	215 646 373
QC	-	-	44	1 672 729	14	625 596	2 803	121 405 783
T.N.-O.	-	-	-	-	-	-	47	1 621 465
Yuk.	-	-	-	-	-	-	26	928 054
Centre	-	-	45	1 742 729	24	1 231 222	8 014	339 601 675
N.-B.	-	-	-	-	-	-	436	16 655 364
N.-É.	-	-	-	-	-	-	507	19 013 714
Î.-P.-É.	-	-	-	-	-	-	208	5 392 988
T.-N.	-	-	-	-	-	-	416	11 549 545
Atlantique	-	-	-	-	-	-	1 567	52 611 501
Total	44	1 973 738	45	1 742 729	26	1 426 222	14 581	563 360 698

Tableau 5b

PAE - Credit Unions, caisses populaires et sociétés coopératives de crédit par province
Du 1^{er} avril 1988 au 31 mars 1989

Prêteur Province	Credit Unions, caisses populaires et sociétés coopératives de crédit ayant consenti 1 000 000 \$ ou plus de PAE										PAE consentis par toutes les autres credit unions, caisses populaires et sociétés coopératives de crédit		Total des PAE consentis par l'ensemble des credit unions, caisses populaires et sociétés coopératives de crédit	
	Caisse populaire Laval-des-Rapides		Caisse populaire N.-D. Auxillatrice		Caisse populaire St-Césaire		Caisse populaire Laurier		Caisse populaire d'Anjou		Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$
	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$				
C.-B.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	112	4 257 005	112	4 257 005
Alb.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	8	147 160	8	147 160
Sask.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	86	2 938 384	86	2 938 384
Man.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	24	1 204 956	24	1 204 956
Ouest	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	230	8 547 505	230	8 547 505
Ont.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	14	741 530	14	741 530
QC	31	1 734 400	32	1 525 557	61	1 404 642	29	1 222 150	23	1 179 600	2 345	83 271 246	2 521	90 337 595
T.N.-O.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Yuk.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Centre	31	1 734 400	32	1 525 557	61	1 404 642	29	1 222 150	23	1 179 600	2 359	84 012 776	2 535	91 079 125
N.-B.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	100 000	1	100 000
N.-É.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Î.-P.-É.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
T.-N.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Atlantique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	100 000	1	100 000
Total	31	1 734 400	32	1 525 557	61	1 404 642	29	1 222 150	23	1 179 600	2 590	92 660 281	2 766	99 726 630

Tableau 5c

PAE - Sociétés de fiducie, compagnies d'assurances et sociétés de prêt par province
Du 1^{er} avril 1988 au 31 mars 1989

Prêteur Province	Sociétés de fiducie, d'assurances et de prêt ayant consenti 1 000 000 \$ et plus de PAE						PAE consentis par toutes les autres sociétés de fiducie, d'assurances et de prêt		Total des PAE consentis par l'ensemble des sociétés de fiducie, d'assurances et de prêt	
	Central Guaranty Trust		Trust National		Huron Trust		Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$
	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$				
C.-B.	11	832 915	1	25 000	-	-	1	67 185	13	925 100
Alb.	4	144 329	1	29 600	-	-	-	-	5	173 929
Sask.	20	1 308 612	-	-	-	-	-	-	20	1 308 612
Man.	1	53 500	2	93 000	-	-	-	-	3	146 500
Ouest	36	2 339 356	4	147 600	-	-	1	67 185	41	2 554 141
Ont.	87	5 163 439	51	2 366 719	35	1 252 876	-	-	173	8 783 034
QC	58	3 517 129	-	-	-	-	3	283 406	61	3 800 535
T. N.-O.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Yuk.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Centre	145	8 680 568	51	2 366 719	35	1 252 876	3	283 406	234	12 583 569
N.-B.	5	346 750	-	-	-	-	-	-	5	346 750
N.-É.	10	561 007	-	-	-	-	-	-	10	561 007
Î.-P.-É.	1	51 000	-	-	-	-	-	-	1	51 000
T.-N.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Atlantique	16	958 757	-	-	-	-	-	-	16	958 757
Total	197	11 978 681	55	2 514 319	35	1 252 876	4	350 591	291	16 096 467

Tableau 6

PAE par type d'entreprise commerciale et par province*

Du 1^{er} avril 1988 au 31 mars 1989

Province	Communications		Construction		Pêche		Fabrication		Commerce de détail		Services		Transports		Commerce de gros		Total	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
C.-B.	26	727	176	6 839	208	9 251	145	4 538	290	10 572	843	32 198	405	17 901	57	1 976	2 150	84 003
Alb.	9	499	186	4 602	2	59	102	3 374	355	12 289	896	28 061	308	8 440	39	1 180	1 897	58 505
Sask.	7	181	87	1 953	-	-	41	1 042	206	6 344	363	11 645	96	4 165	16	343	816	25 673
Man.	3	110	44	999	1	48	27	1 190	128	4 813	229	8 201	53	2 051	11	219	496	17 632
Ouest	45	1 518	493	14 393	211	9 358	315	10 145	979	34 019	2 331	80 105	862	32 557	123	3 718	5 359	185 813
Ont.	69	2 466	474	14 770	2	53	588	24 391	1 311	63 006	2 361	99 600	343	14 830	177	6 054	5 325	225 171
QC	41	1 702	305	10 598	18	691	666	25 291	1 365	57 767	2 373	95 414	436	18 511	181	5 570	5 385	215 544
T.-N.-O.	-	-	7	258	1	7	-	-	7	230	26	926	5	188	1	12	47	1 621
Yuk.	-	-	3	206	-	-	-	-	6	160	12	332	4	195	1	34	26	928
Centre	110	4 168	789	25 833	21	751	1 254	49 682	2 689	121 163	4 772	196 273	788	33 724	360	11 669	10 783	443 264
N.-B.	3	49	45	1 496	22	631	35	1 301	63	2 561	164	6 702	85	3 534	25	827	442	17 102
N.-É.	-	-	47	1 763	140	5 047	48	1 960	89	3 063	115	4 162	74	3 445	4	135	517	19 575
I.-P.-É.	-	-	10	371	101	2 285	9	318	29	845	39	1 065	16	431	5	129	209	5 444
T.-N.	1	15	35	1 136	85	1 018	10	256	116	3 409	99	3 377	55	2 033	15	306	416	11 549
Atlantique	4	64	137	4 767	348	8 981	102	3 835	297	9 878	417	15 305	230	9 443	49	1 397	1 584	53 670
Total	159	5 750	1 419	44 993	580	19 090	1 671	63 662	3 965	165 060	7 520	291 683	1 880	75 724	532	16 784	17 726	682 747

*En milliers de dollars

Nota : Les prêts énumérés au tableau 6 et dans les tableaux suivants sont classés selon leur objet. Comme les prêts peuvent être consentis pour plus d'un objet, ces données diffèrent du nombre de prêts qui apparaissent au tableau 1 et suivants.

Tableau 7

Prêts concernant l'outillage mobile par type d'entreprise commerciale et par province*
Du 1^{er} avril 1988 au 31 mars 1989

Province	Entre-prise		Communications		Construction		Pêche		Fabrication		Commerce de détail		Services		Transports		Commerce de gros		Total	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
C.-B.	22	500	167	6 371	195	8 708	115	3 305	188	4 832	701	22 568	397	17 608	49	1 439	1 834	65 331		
Alb.	7	299	176	4 192	2	59	83	2 644	244	6 199	760	20 515	301	8 100	35	1 005	1 608	43 013		
Sask.	7	177	78	1 549	-	-	34	805	147	2 999	280	6 814	96	4 159	16	214	658	16 717		
Man.	3	110	42	964	-	-	24	817	82	1 983	174	5 037	52	2 037	8	184	385	11 132		
Ouest	39	1 086	463	13 075	197	8 767	256	7 571	661	16 013	1 915	54 935	846	31 904	108	2 842	4 485	136 194		
Ont.	58	1 795	439	13 048	2	53	479	18 243	889	27 734	1 896	58 910	333	14 266	142	4 150	4 238	138 199		
QC	26	897	252	7 682	17	503	403	13 299	743	19 965	1 559	47 727	421	17 590	127	2 824	3 548	110 486		
T. N.-O.	-	-	5	133	1	7	-	-	5	125	16	302	5	188	1	12	33	768		
Yuk.	-	-	3	206	-	-	-	-	5	113	12	318	4	195	1	34	25	867		
Centre	84	2 692	699	21 070	20	563	882	31 542	1 642	47 937	3 483	107 257	763	32 240	271	7 020	7 844	250 320		
N.-B.	4	49	38	1 175	18	532	24	805	39	1 000	128	3 928	82	3 450	20	664	353	11 602		
N.-É.	-	-	41	1 492	120	4 323	40	1 224	60	1 363	95	2 574	73	3 425	2	42	431	14 444		
I.-P.-É.	-	-	10	371	99	2 260	7	170	24	485	29	536	16	431	5	128	190	4 382		
T.-N.	1	15	33	1 052	79	865	6	114	68	1 090	70	1 734	55	2 033	15	306	327	7 208		
Atlantique	5	64	122	4 091	316	7 980	77	2 313	191	3 937	322	8 772	226	9 399	42	1 140	1 301	37 636		
Total:	128	3 842	1 284	38 235	533	17 310	1 215	41 426	2 494	67 888	5 720	170 964	1 835	73 483	421	11 002	13 630	424 150		

*En milliers de dollars.

Tableau 8

Prêts concernant l'outillage fixe par type d'entreprise commerciale et par province*
Du 1^{er} avril 1988 au 31 mars 1989

Province	Communications		Construction		Pêche		Fabrication		Commerce de détail		Services		Transports		Commerce de gros		Total	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
C.-B.	3	138	1	4	4	54	24	757	35	931	74	2 289	1	37	3	40	145	4 251
Alb.	1	100	1	25	-	-	15	478	39	1 182	81	2 497	3	164	1	10	141	4 456
Sask.	-	-	-	-	-	-	5	154	24	474	23	664	1	6	1	12	54	1 309
Man.	-	-	1	16	-	-	3	207	11	305	20	461	-	-	2	10	37	999
Ouest	4	238	3	44	4	54	47	1 596	109	2 891	198	5 912	5	207	7	73	377	11 015
Ont.	11	526	6	133	-	-	107	4 001	205	6 789	292	9 554	4	178	19	523	644	21 704
QC	14	619	24	563	3	112	238	7 873	456	13 121	588	19 404	3	26	42	1 140	1 368	42 858
T. N.-O.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5	167	-	-	-	-	5	167
Yuk.	-	-	-	-	-	-	-	-	1	35	-	-	-	-	-	-	1	35
Centre	25	1 145	30	696	3	112	345	11 874	662	19 945	885	29 124	7	203	61	1 663	2 018	64 764
N.-B.	-	-	1	60	2	27	4	85	4	46	20	589	3	83	1	42	35	932
N.-É.	-	-	-	-	13	250	2	55	12	265	7	189	1	20	1	3	36	783
I.-P.-É.	-	-	-	-	2	25	1	70	-	-	2	131	-	-	-	-	5	225
T.-N.	-	-	-	-	6	93	3	57	4	57	8	236	-	-	-	-	21	443
Atlantique	-	-	1	60	23	395	10	267	20	369	37	1 144	4	104	2	45	97	2 384
Total	29	1 383	34	801	30	560	402	13 738	791	23 205	1 120	36 180	16	514	70	1 781	2 492	78 162

*En milliers de dollars.

Tableau 9

Prêts consentis pour l'amélioration des locaux par type d'entreprise commerciale et par province*
Du 1^{er} avril 1988 au 31 mars 1989

Province	Entre-prise		Communications		Construction		Pêche		Fabrication		Commerce de détail		Services		Transports		Commerce de gros		Total	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
C.-B.	1	28	3	189	1	20	7	67	82	2 095	101	2 263	-	-	5	57	200	4 719		
Alb.	-	-	-	-	-	-	5	67	78	1 867	87	1 842	1	4	2	14	173	3 793		
Sask.	1	4	2	99	-	-	1	25	43	1 020	61	1 414	-	-	1	17	109	2 579		
Man.	-	-	-	-	-	-	4	81	33	747	53	1 304	-	-	1	9	91	2 140		
Ouest	2	32	5	288	1	20	17	240	236	5 729	302	6 821	1	4	9	97	573	13 231		
Ont.	5	145	19	575	-	-	60	1 187	480	16 935	520	17 674	-	-	23	739	1 107	37 255		
QC	7	146	18	660	1	4	57	958	416	12 070	465	12 215	3	40	21	434	988	26 527		
T. N.-O.	-	-	-	-	-	-	-	-	1	35	6	190	-	-	-	-	7	225		
Yuk.	-	-	-	-	-	-	-	-	2	12	1	14	-	-	-	-	3	26		
Centre	12	291	37	1 235	1	4	117	2 146	899	29 053	992	30 093	3	40	44	1 172	2 105	64 034		
N.-B.	-	-	-	-	-	-	-	-	15	446	21	628	-	-	-	-	36	1 074		
N.-É.	-	-	-	-	1	17	2	68	26	711	12	414	-	-	-	-	41	1 211		
I.-P.-É.	-	-	-	-	-	-	1	10	6	139	7	174	-	-	-	-	14	323		
T.-N.	-	-	-	-	1	3	1	10	8	238	15	330	-	-	-	-	25	581		
Atlantique	-	-	-	-	2	20	4	88	55	1 533	55	1 547	-	-	-	-	116	3 189		
Total	14	323	42	1 523	4	44	138	2 474	1 190	36 315	1 349	38 461	4	44	53	1 269	2 794	80 454		

*En milliers de dollars.

Tableau 9a

Prêts consentis pour financer la construction de locaux par type d'entreprise commerciale et par province*
Du 1^{er} avril 1988 au 31 mars 1989

Province	Entre-prise		Communications		Construction		Pêche		Fabrication		Commerce de détail		Services		Transports		Commerce de gros		Total	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
C.-B.	1	41	2	110	3	212	1	23	19	748	30	1 642	1	31	3	147	60	2 953		
Alb.	-	-	7	319	-	-	3	41	33	1 443	32	1 369	1	20	1	9	77	3 201		
Sask.	-	-	2	82	-	-	-	-	9	359	14	594	-	-	1	100	26	1 135		
Man.	-	-	-	-	1	48	-	-	7	332	6	251	-	-	-	-	14	631		
Ouest	1	41	11	511	4	260	4	64	78	2 882	82	3 856	2	51	5	256	177	7 920		
Ont.	-	-	14	534	-	-	10	457	129	6 031	119	5 241	-	-	5	170	277	12 432		
QC	1	3	17	920	-	-	28	1 198	72	3 031	93	4 490	3	155	6	312	220	10 109		
T. N.-O.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	18	-	-	-	-	1	18		
Yuk.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Centre	1	3	31	1 454	-	-	38	1 654	201	9 061	213	9 748	3	155	11	483	498	22 559		
N.-B.	-	-	5	211	1	34	7	208	1	20	7	438	-	-	-	-	21	918		
N.-É.	-	-	3	86	7	383	11	543	7	217	7	360	-	-	1	90	36	1 678		
I.-P.-É.	-	-	-	-	-	-	2	68	4	139	6	173	-	-	1	0,4	13	381		
T.-N.	-	-	1	56	-	-	-	-	11	468	4	244	-	-	-	-	16	768		
Atlantique	-	-	9	352	8	417	20	819	23	852	24	1 215	-	-	2	90	86	3 745		
Total	2	45	51	2 317	12	677	62	2 537	292	12 795	319	14 819	5	206	18	829	761	34 224		

*En milliers de dollars.

Tableau 9b

Prêts consentis pour l'achat de locaux par type d'entreprise commerciale et par province*
Du 1^{er} avril 1988 au 31 mars 1989

Province	Communications		Construction		Pêche		Fabrication		Commerce de détail		Services		Transports		Commerce de gros		Total	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
C.-B.	1	20	1	25	5	257	4	298	29	1 474	50	2 876	3	92	3	179	96	5 221
Alb.	1	100	1	53	-	-	3	144	23	1 022	29	1 109	2	83	2	142	61	2 652
Sask.	-	-	4	219	-	-	1	41	26	1 223	40	1 755	-	-	-	-	71	3 238
Man.	-	-	1	20	-	-	-	-	23	1 140	20	956	1	14	1	16	46	2 145
Ouest	2	120	7	316	5	257	8	483	101	4 859	139	6 695	6	188	6	337	274	13 256
Ont.	-	-	9	362	-	-	6	293	85	4 719	111	6 472	6	386	3	123	220	12 355
QC	1	37	13	608	2	72	33	1 684	151	8 797	195	10 324	12	628	15	782	422	22 932
T. N.-O.	-	-	1	80	-	-	-	-	2	70	2	132	-	-	-	-	5	281
Yuk.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Centre	1	37	23	1 050	2	72	39	1 976	238	13 585	308	16 928	18	1 014	18	905	647	35 568
N.-B.	-	-	1	41	1	24	3	191	15	1 003	16	932	-	-	3	94	39	2 286
N.-É.	-	-	2	77	1	74	1	15	10	380	11	538	-	-	-	-	25	1 085
I.-P.-É.	-	-	-	-	-	-	-	-	1	44	1	47	-	-	-	-	2	91
T.-N.	-	-	-	-	1	57	2	70	30	1 427	16	833	-	-	-	-	49	2 386
Atlantique	-	-	3	118	3	155	6	276	56	2 854	44	2 351	-	-	3	94	115	5 847
Total	3	157	33	1 485	10	484	53	2 735	395	21 298	491	25 974	24	1 202	27	1 337	1 036	54 671

*En milliers de dollars.

Tableau 10

Prêts consentis pour l'achat de terrains par type d'entreprise commerciale et par province*
Du 1^{er} avril 1988 au 31 mars 1989

Province	Entre-prise		Communications		Construction		Pêche		Fabrication		Commerce de détail		Services		Transports		Commerce de gros		Total	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
C.-B.	-	-	3	141	-	-	3	88	12	491	15	561	4	133	2	114	39	1 528		
Alb.	-	-	1	14	-	-	-	-	15	576	14	729	1	70	-	-	31	1 389		
Sask.	-	-	1	3	-	-	1	18	16	270	20	404	-	-	-	-	38	695		
Man.	-	-	-	-	-	-	1	85	12	307	8	192	-	-	-	-	21	584		
Ouest	-	-	5	158	-	-	5	191	55	1 644	57	1 886	5	203	2	114	129	4 196		
Ont.	-	-	4	118	-	-	4	210	23	799	36	1 750	-	-	5	348	72	3 225		
QC	-	-	7	165	-	-	16	279	41	783	56	1 255	1	72	3	78	124	2 632		
T.-N.-O.	-	-	1	45	-	-	-	-	-	-	2	118	-	-	-	-	3	163		
Yuk.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Centre	-	-	12	328	-	-	20	489	64	1 582	94	3 123	1	72	8	426	199	6 020		
N.-B.	-	-	1	9	1	15	2	13	2	38	8	187	-	-	1	27	15	289		
N.-É.	-	-	2	107	-	-	2	54	2	128	3	86	-	-	-	-	9	375		
I.-P.-É.	-	-	-	-	-	-	-	-	2	38	1	5	-	-	-	-	3	42		
T.-N.	-	-	1	29	-	-	1	5	5	130	-	-	-	-	-	-	7	164		
Atlantique	-	-	4	145	1	15	5	72	11	333	12	277	-	-	1	27	34	870		
Total	-	-	21	631	1	15	30	753	130	3 559	163	5 285	6	275	11	567	362	11 086		

*En milliers de dollars.